

cipent d'une façon essentielle à la production de défense et qu'il y a donc lieu de les classer travailleurs de défense. Je crois comprendre qu'à l'heure actuelle ni la loi, ni les règlements ne le permettent. Je demande au ministre de songer à un amendement qui tienne compte de ces gens qui rendent un service essentiel à une industrie de défense, afin qu'ils puissent se ranger parmi les ouvriers de la défense et être placés sur le même pied que les employés proprement dits de l'usine.

Les membres de notre parti n'ont pas l'intention de consacrer beaucoup de temps au débat, mais ce problème nous préoccupe beaucoup. Nous prions instamment le ministre et ses hauts fonctionnaires d'étudier nos observations, car nous savons que la possession d'une maison est un gage de bonheur et de santé et que la santé et le bonheur favorisent la production. Tous ces éléments assurent la stabilité et nous sont indispensables pour réaliser nos progrès futurs.

M. John Hunter (Parkdale): Monsieur l'Orateur, les discours que nous avons entendus aujourd'hui au sujet de l'habitation ne manquaient pas d'intérêt; si certains donnaient à penser, d'autres étaient simplement vexants. Il sera toujours difficile de se prononcer comme il convient, à moins de porter un jugement impassible.

Le problème du logement a causé une profonde émotion chez certains des orateurs qui m'ont précédé. Évidemment, il s'agit d'une question très importante. A moins que les honorables députés ne consentent à s'en tenir aux faits et à juger la chose froidement, ils ne pourront jamais trouver la solution qui convient à ce problème.

J'ai entendu aujourd'hui beaucoup de chiffres concernant la pénurie de logements et le retard dans la construction de maisons. L'honorable député d'York-Sud (M. Noseworthy) a déclaré que pour rattraper le retard, il faudrait construire 700,000 maisons. L'honorable député de Broadview (M. Hees) a dit pour sa part, qu'il faudrait en construire 500,000; et l'on a donné d'autres chiffres. Il est très facile, en recourant au bureau de la statistique démographique, de déterminer combien il y a de familles au Canada, à un moment donné, et combien de maisons il y a, et il est facile de constater l'écart qui existe entre ces deux données.

Mais pour ce qui est du retard dans la construction de maisons, c'est un tout autre problème. Un grand nombre de ceux qui n'ont pas de maisons ne sont pas en mesure de s'en acheter et ne pourront jamais s'en acheter. Il en est qui ne veulent même pas s'en acheter. Et ces chiffres relatifs au retard

[M. Herridge.]

dans la construction de maisons ou à la pénurie de logements ne prouvent rien. Il me reste encore à lire, au sujet de la demande accumulée de logements, un chiffre solidement établi du point de vue actuariel ou mathématique. On cite des chiffres établis sur toutes sortes de bases, dont aucune n'est solide.

Mais prenons pour acquis qu'il existe une demande accumulée, qu'il y a pénurie de maisons. Il n'y a pas longtemps, je demandais au Bureau fédéral de la statistique de me fournir certains renseignements au sujet du grand Toronto: nombre de familles et de logements en 1951. Lors du recensement de 1951, on avait dénombré 302,381 familles dans Toronto et sa banlieue. On avait également dénombré, dans la même région, 273,200 unités de logement. Il y a donc écart de 27,000 environ entre les deux chiffres. Si l'on songe que les 27,000 familles en cause sont, pour une bonne part, faites de nouveaux ménages, de gens à faible revenu qui n'ont pas les moyens de s'acheter une maison, de gens qui ne tiennent pas à posséder une maison ou qui ne sont pas en mesure d'en posséder une, on ne peut évaluer l'écart réel. De toute évidence, il ne peut être aussi considérable que ce chiffre de 27,000.

Mettons qu'il soit de la moitié seulement, de sorte que 13,500 familles auraient besoin d'un logement. Ce chiffre ne représente pas un pourcentage bien considérable par rapport aux 300,000 familles en cause. L'écart (ou la demande accumulée) n'est donc pas aussi grand qu'on l'a dit. Je ne dis pas qu'il n'y a pas pénurie, mais celle-ci n'est certes pas aussi considérable que l'ont dit certains préopinants.

Le représentant d'Eglinton (M. Fleming), prenant son ton bougon habituel, a dénigré les efforts du Gouvernement. Franchement, je m'y attendais, parce que jamais, au grand jamais, je ne l'ai entendu adopter d'autre ton. Toutefois, j'approuve sa conclusion car il a félicité le ministre pour son habileté et pour l'administration satisfaisante de ses services.

Le député a dit, par ailleurs, qu'au cours des six années d'après-guerre, nous avons eu 495,000 maisons, contre 513,000 nouvelles familles. Je tiens à signaler qu'il est malaisé de connaître avec précision le nombre de nouvelles familles. Il est facile de calculer le nombre de familles d'immigrants entrant chez nous. On peut le faire avec l'aide du bureau d'immigration où ces familles doivent se présenter. Mais quand leurs membres entrent ici isolément, il est difficile de renouer le faisceau,—c'est-à-dire, quand maris, femmes et enfants entrent séparément au Canada à des moments différents.